

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS

20 avenue JEAN MOOS
ZONE ARTISANALE LA GAITE
69550 Amplepuis

Références : UD-R-CTESSP-23-272-PS
Code AIOT : 0006103534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS implanté 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS
- 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis
- Code AIOT : 0006103534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ennoblement du Val de Reins est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié en dernier lieu le 9 mars 2020 (rejets

aqueux, RSDE).

La société réalise principalement de la teinture, de l'impression et de l'apprêt pour l'habillement. 15 personnes travaillent sur le site du lundi au jeudi soir.

La présente visite d'inspection a pour objet de contrôler les suites des précédentes visites à l'issue desquelles 2 mises en demeure ont été actées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites mise en demeure du 10 novembre 2021, relatif à la mise en conformité des RIA et du système de désenfumage;
- suites mise en demeure du 23 février 2023, relatif au stockage de matières combustibles et à la réalisation de l'ETE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyen de lutte incendie – RIA	AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
2	Moyen de lutte incendie – Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1	/	Astreinte	5 mois
3	Sprinklage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2, 6.1.2, 6.2.1 et 6.2.4	/	Astreinte	3 mois
6	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2, 7.1.1	/	Astreinte	3 mois
8	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	ETE RSDE	AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 2	/	Consignation	5 mois
11	Produits chimiques	AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
12	Lavage de fûts	AP de Mise en	/	Astreinte	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		Demeure du 23/02/2023, article 5			
13	Surveillance des rejets PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2020, article 1;2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Stockage de palettes	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2, 7.1.1	/	Sans objet
7	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5	/	Sans objet
10	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des observations et non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Concernant les 4 non-respects de la mise en demeure relatifs au système de désenfumage, à la gestion des déchets et à l'activité de lavage de fûts, l'inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant total de 60 €.

Concernant le non-respect de la mise en demeure relatif à la réalisation de l'étude technico-économique RSDE, l'inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral de consignation d'un montant de 3000 €, estimation financière de l'étude à mener. Il est à noter que les nouvelles VLE concernant les rejets aqueux sont désormais en vigueur et que l'exploitant ne les

respecte pas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyen de lutte incendie – RIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, RIA
Prescription contrôlée : [...] dans un délai de 2 mois, de mettre en conformité son réseau de RIA (point 7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992)
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle en date du 28 février 2023 qui indique que tous les RIA sont conformes. Sur site, l'inspection a pu constater que le RIA n° 7 a été remplacé. Néanmoins, il n'a pas été numéroté et ni étiqueté. <u>Demande n°1 :</u> sous un délai de 4 mois, l'exploitant veille à bien identifier et étiqueter tous ses RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Moyen de lutte incendie – Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : [...] dans un délai de 6 mois, de mettre en conformité son réseau de désenfumage (point 7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992)
Constats : L'exploitant a indiqué avoir actualisé ses devis. L'inspection a pu visualiser un devis pour un montant de 105 000 euros au total. L'exploitant a indiqué ne pas avoir commencé les travaux en 2023. Il a indiqué avoir re-négocié son contrat électricité pour 2024 ce qui lui permettra de planifier financièrement les travaux à réaliser. Il envisage de réaliser ces travaux en deux phases : en 2024 pour un montant de 30 000 euros et en 2025 pour un montant de 70 000 euros. Il est à noter qu'un délai de 6 mois au 9/11/2022 a déjà été accordé sur ce point. Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, l'inspection propose de prendre des sanctions administratives. La mise en conformité est réalisée suivant la planification ci-dessus annoncée par l'exploitant. <u>Demande n°2 :</u> sous un délai de 5 mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une commande signée relative à la réalisation de la première phase des travaux, prévue en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte administrative
Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Rapport UD-R-CTESSP-22-N°269-SP : L'exploitant doit, sous 2 mois, procéder aux opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle des systèmes de sprinklage et détection incendie par un organisme compétent ; - mettre fin à l'écoulement anormal du trop-plein qui corrode la cuve de sprinklage.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport Q1 semestriel en date du 27 mars 2023. L'exploitant a indiqué avoir levé une partie des non-conformités. Une non-conformité restante concerne la hauteur de stockage dans l'atelier qui doit être limitée à 2,4 m. L'inspection a pu constater que certains stockages allaient jusqu'à 6 m de hauteur. L'exploitant a indiqué qu'il était en train de revoir l'agencement du stockage et d'éliminer progressivement les déchets de cylindre.</p> <p>Il est rappelé que la présence d'un système de sprinklage en bon état de marche est exigé par l'arrêté préfectoral complémentaire (en cours de signature) relatif à l'activité de la rubrique 2791.</p> <p>Une vérification hebdomadaire est réalisée par le directeur du site qui a été formé (attestation de formation en date du 23/09/2023). Les bandes enregistreuses et les carnets de suivi ont été visualisés sur site.</p> <p>Lors de l'inspection aucun écoulement du trop-plein n'a été observé sur la cuve. Aucune anomalie liée à la cuve de sprinklage n'est recensée dans le rapport de contrôle.</p> <p>Sur le panneau de contrôle, l'inspection a constaté que la batterie 2 était en défaut. L'exploitant a indiqué que cela était dû à sa déconnexion du système de télésurveillance mais que la batterie est en état de marche.</p> <p><u>Demande n°3 :</u> sous un délai de 6 mois, l'exploitant lève l'ensemble des non-conformités présentes dans le rapport Q1. Les rapports Q1 réalisés semestriellement sont tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p><u>Demande n°4 :</u> sous un délai de 2 mois, l'exploitant rétablit le bon fonctionnement de la batterie 2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Stockage de palettes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 1 ; Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2, 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : [...] éloigner les matières combustibles des murs du bâtiment dans un délai de 1 mois (point 7.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992) ;
Constats : L'exploitant a mis en place une zone de stockage des déchets à l'est du site, écartée des murs du bâtiment. Cette zone contient notamment une benne, les rouleaux de papiers usagés bâchés, les fûts endommagés et les palettes. Ce point de la mise en demeure est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 1 ; Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2, 6.1.2, 6.2.1 et 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] – respecter, sous 1 mois, les exigences de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié qui exige que les déchets produits par l'établissement soient éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et que l'exploitant s'en assure et puisse le justifier à tout moment ; – évacuer, sous 1 mois, l'ensemble des bidons bleus vides présents sur le site ; – procéder, sous 1 mois, à la récupération des morceaux de plastique ou papier/carton disséminés au sol sur les voies de circulation ainsi qu'autour du bâtiment et les évacuer en tant que déchets conformément à la réglementation en vigueur ; – mettre en place, sous 2 mois, des mesures efficaces de protection contre les envols et la dissémination de morceaux de plastique ou papier/carton sur le site ; – justifier, sous 2 mois, que les rouleaux de papiers imprimés usagés contenant des traces d'encre d'impression ne sont pas des déchets dangereux et qu'ils sont bien valorisés par la société destinataire ; – mettre en place des dispositions, sous 1 mois, pour que les eaux de pluie ne puissent ruisseler sur les rouleaux de papiers imprimés usagés contenant des traces d'encre d'impression.
Constats : - L'exploitant a mis à disposition son classeur concernant la gestion des déchets. Celui-ci comportait les BSD et le registre des déchets.

<p>- L'inspection a constaté que les 200 bidons bleus vides n'ont pas été évacués. L'exploitant a transmis un devis en date du 22/05/2023 pour leur évacuation. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas assez de bidons pour organiser un enlèvement et qu'il était nécessaire qu'il se regroupe avec d'autre société.</p> <p>- L'exploitant a indiqué avoir mis en place une procédure de nettoyage des déchets au sol une fois par semaine par les équipes. Sur site, l'inspection a constaté que les sols ont été nettoyés.</p> <p>- L'exploitant a indiqué que les rouleaux de papiers usagés sont désormais stockés en intérieur pour être valorisé. L'exploitant a indiqué que les rouleaux de papier sont repris par une société marocaine tous les 6 mois pour être utilisés comme emballage. L'exploitant a transmis la dernière facture et une attestation de la société.</p> <p>- L'inspection a pu constater que les rouleaux de papiers usagés abîmés, stockés en extérieur, ont été bâchés. L'exploitant indique que les rouleaux sont évacués progressivement.</p> <p>Le 4ème point de l'article 1 de la mise en demeure n'est pas levé. L'inspection propose des sanctions administratives sur ce point.</p> <p><u>Demande n° 5</u> : sous un délai de 3 mois, l'exploitant évacue l'ensemble des bidons bleus vides présents sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Astreinte administrative
Proposition de suites : 3 mois.

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2, 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes [...]</p> <p>Rapport UD-R-CTESSP-22-N°269-SP : L'exploitant doit compléter, sous 3 mois, son registre des déchets afin qu'il soit conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le registre des déchets mis à jour. L'inspection a constaté des erreurs et des éléments manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il faut créer une colonne code du déchet. Celui-ci a été renseigné dans la colonne « qualification du traitement final » ; - le numéro SIRET du transporteur et de l'établissement vers laquelle le déchet est expédié sont toujours manquants ; - l'inspection confirme que le code de traitement est bien renseigné ;

- la qualification du traitement final doit être corrigée. La qualification doit être établie à partir de la liste suivante : préparation en vue, recyclage, autre forme de valorisation y compris énergétique ou élimination.

Ces éléments ont déjà été notifiés lors de l'inspection précédente. Le 2ème point de l'article 1 de la mise en demeure n'est pas levé. L'inspection propose des sanctions administratives sur ce point.

Demande n° 6 : sous un délai de 3 mois, l'exploitant complète son registre des déchets afin qu'il soit conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte administrative

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux

Prescription contrôlée :

Rapport UD-R-CTESSP-22-N°269-SP : L'exploitant doit :

- respecter les fréquences d'autosurveillance et de mesures comparatives des rejets aqueux conformément aux paragraphes 3.5.2 et 3.5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020 ;
- réaliser une campagne de mesures comparatives sous 2 mois. Les résultats seront transmis à l'Inspection dès réception.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport des mesures comparatives en date de janvier 2023. Les résultats sont conformes aux valeurs seuils avant ETE.

De janvier 2023 à août 2023, les résultats d'autosurveillance ont été déclarés sur Gidaf.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Rapport UD-R-CTESSP-22-N°269-SP : L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission des paramètres DBO5 et DCO de ces rejets aqueux.

Constats :

Sur GIDAF, l'inspection a noté plusieurs dépassements des seuils en concentration :

<ul style="list-style-type: none"> - DBO5 (600 mg/l) en juillet 2023 - Cu (0,19 mg/l) en juin 2023 et (0,44 mg/l) en mars 2023 - Zn (1,9 mg/l) <p>Des dépassements sont toujours observés malgré le curage du bassin de décantation. Identique à la précédente inspection, l'exploitant a expliqué que ces dépassements pourraient être dus à un manque d'homogénéisation et a indiqué être toujours en cours d'étude pour remettre en état son bassin d'homogénéisation actuellement by-passé. L'exploitant a indiqué avoir un devis pour un montant 15 000 euros de travaux prévoyant la mise en place d'une agitation contre la paroi.</p> <p>L'inspection a rappelé que toutes les solutions doivent être étudiées, chiffrées et planifiées dans l'ETE (point suivant).</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> sous un délai de 4 mois, l'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émissions fixées pour ses rejets aqueux pour l'ensemble des composés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : ETE RSDE

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 2 ; AP complémentaire du 9/03/2020, article 4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC : Dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant à réduire les flux de chrome, de zinc et de cuivre émis par l'installation pour respecter les flux admissibles par le milieu indiqué dans le tableau ci-dessous [...]</p> <p>AP MED : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 4 mois, l'étude technico-économique RSDE requise à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les nouvelles VLE sur le Cu, Zn et Cr rentre en vigueur 3 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9/03/2023 ; - les flux en Cu et Zn sont non conformes aux nouvelles VLE. <p>L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique requise par l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/03/2020. L'exploitant a indiqué avoir envoyé une ETE en 2018. L'inspection a rappelé qu'il manque des éléments essentiels : origines des substances, consommation en eau, examen des solutions, faisabilité économique et réalisation des fiches actions.</p> <p>L'inspection a indiqué que l'ETE permettra d'établir un plan de réduction pour atteindre les nouvelles VLE qui sera intégré dans un acte administratif.</p> <p>L'article 2 de la mise en demeure n'est pas levé. Au regard de la persistance de cette non-</p>

conformité, l'inspection propose des sanctions administratives sur ce point. Demande n°8 : sous un délai de 5 mois, l'exploitant transmet à l'inspection une ETE complète.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 5 mois

N° 10 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 3 ; AP du 07/12/1992, article 3 point 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : [...] sous un délai de 2 mois, de mettre sur rétention l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux et veiller à ce que les rétentions soient correctement dimensionnées.
Constats : Sur site, l'inspection a constaté que les fûts, bidons et GRV étaient sur rétention. Ce point de la mise en demeure est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Produits chimiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : [...] – sous un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none"> • stocker le sulfate d'ammonium dans des conditions conformes à sa fiche de données de sécurité (reprise dans le constat relatif aux produits chimiques) ; • nettoyer la rétention de l'hydrosulfite de soude et la maintenir propre en permanence ; • s'assurer que le peroxyde d'hydrogène soit stocké sur des rétentions dédiées ; – sous un délai de 2 mois : <ul style="list-style-type: none"> • détenir les fiches de données de sécurité correspondant aux différentes marques d'hydrosulfite de soude utilisées sur le site ; • s'assurer que le peroxyde d'hydrogène soit stocké à une température ne dépassant pas 40°C conformément à sa fiche de données de sécurité ;
Constats : Concernant les rétentions, l'inspection a constaté que : - le sulfate d'ammonium est désormais stocké à l'intérieur dans un sac fermé sur rétention ; - l'hydrosulfite est stocké sur une rétention visible nettoyée ; - le peroxyde d'hydrogène présent en intérieur et extérieur sont stockés sous une rétention dédiée.

<p>L'exploitant a indiqué qu'il conservait le stockage du peroxyde d'hydrogène en intérieur pour éviter les transports et les manipulations. En extérieur, l'exploitant n'a pas modifié la location du stockage mais qu'il est possible de le déplacer à l'ombre. Comme indiqué dans son courrier en date du 22 mars 2023, l'exploitant doit s'assurer et surveiller que la température ne dépasse pas les 40 °C au droit du stockage.</p> <p>L'exploitant a présenté la FDS de l'hydrosulfite de soude de la marque CALDIC. La FDS de la marque Silox n'a pas été présentée. L'exploitant a indiqué avoir contacté le fournisseur pour obtenir la bonne étiquette et la FDS.</p> <p>Compte tenu des actions menées, l'inspection propose ne pas prendre de sanction.</p> <p><u>Demande n°9</u> : sous délai supplémentaire de 5 mois à partir de la date d'inspection est accordé pour obtenir l'ensemble des étiquettes conformes et des FDS correspondant aux différentes marques d'hydrosulfite de soude utilisée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 12 : Lavage de fûts

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/02/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2795 D
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>cesser le rejet des eaux de lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées du site sous 15 jours et s'il souhaite poursuivre le rejet par la suite, transmettre un porter à connaissance relative à l'impact du nettoyage de ces fûts au regard des composés des rejets aqueux actuellement autorisés sous 2 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté que la laveuse de fût a été condamnée mais le nettoyage est réalisé à l'aide d'un karcher. L'exploitant a indiqué qu'il pensait que l'interdiction était liée à l'appareil utilisé.</p> <p>Conformément à la AP de la mise en demeure, l'interdiction concerne les rejets de lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées. L'exploitant doit cesser le lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées et transmettre un porter à connaissance s'il souhaite continuer.</p> <p>L'article 5 de la mise en demeure n'est pas levé. L'inspection propose des sanctions administratives sur ce point.</p> <p><u>Demande n° 10</u> : sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet le porter à connaissance concernant l'activité de lavage de fûts.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte administrative
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AM de 20/06/2023
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330 [...]</p> <p>Article 2 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique n'avoir pas pris connaissance de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'inspection confirme que le site est concerné par cet arrêté ministériel (rubrique 2330 à autorisation). L'inspection invite l'exploitant à prendre connaissance de cet arrêté.</p> <p><u>Demande n° 11 :</u> sous un délai de 1 mois, l'exploitant respecte l'article 2 de l'AM du 20 juin 2023 en tenant à la disposition de l'inspection des installations classées, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. Conformément à l'article 4, le délai pour réaliser la première campagne d'analyse est de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois